

# La question animale devient un objet politique

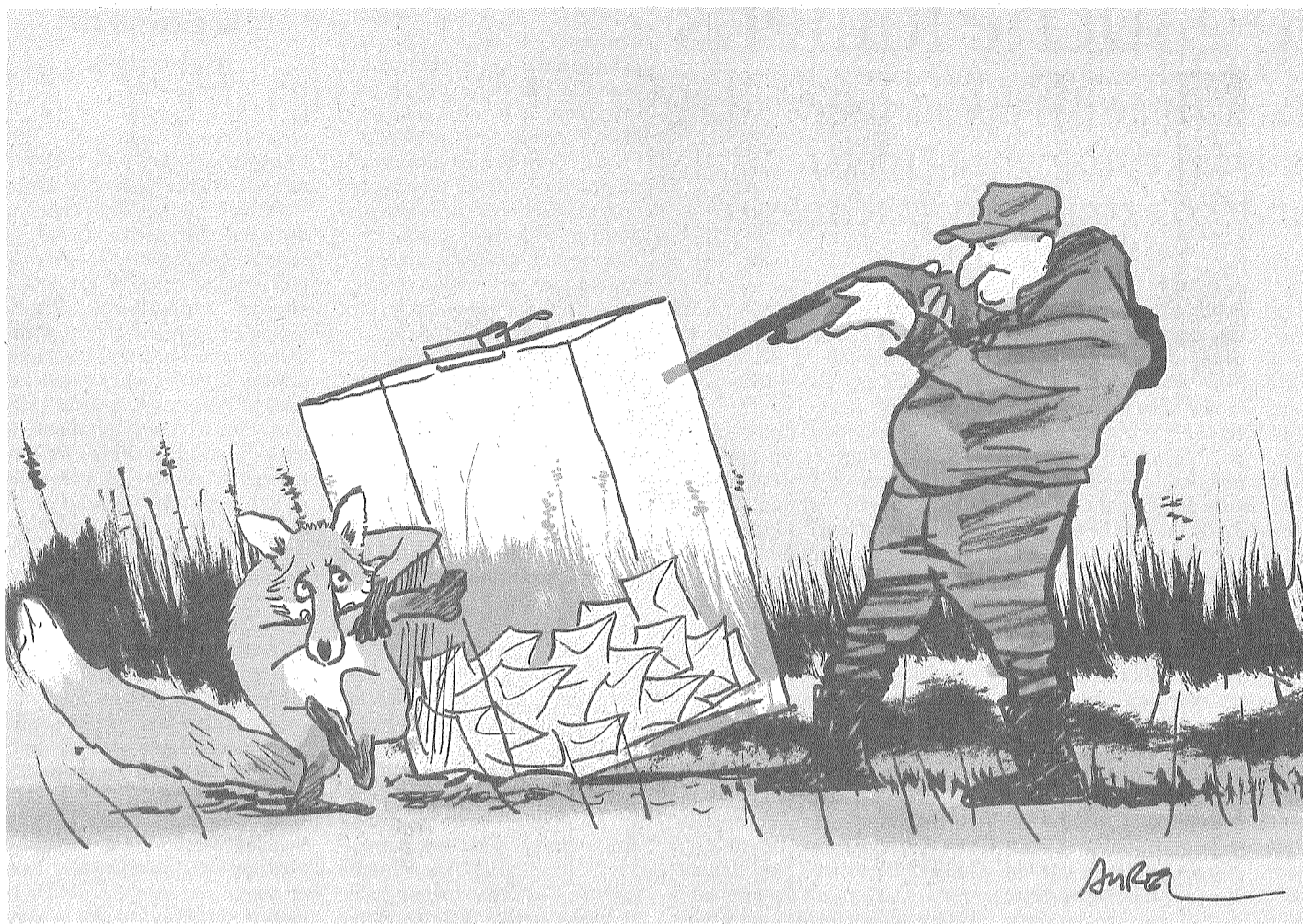
Pour la première fois dans une présidentielle, le bien-être animal est pris au sérieux par les candidats

Is ont gagné une place dans les programmes des candidats. Marginalisés il y a encore cinq ans, les animaux et les souffrances qui leur sont infligées font désormais l'objet d'une considération accrue des prétendants à l'Élysée. Dans la quasi-totalité des projets, on trouve mention de la condition animale: du plus expéditif, Emmanuel Macron, qui n'y consacre qu'une ligne sur vingt-quatre pages, aux plus bavards, Yannick Jadot et Jean-Luc Mélenchon, qui y consacrent des chapitres entiers de leur projet. La campagne a même vu l'avocate Hélène Thouy, investie par le Parti animaliste, défendre un programme intégralement tourné vers la défense des animaux. Si elle n'a pas obtenu les 500 parrainages requis pour se présenter devant les Français, elle a contribué à rendre le sujet plus visible, conduisant ses concurrents à abattre leurs cartes.

«C'est la première campagne pour laquelle la condition animale est un thème sur lequel les candidats sont attendus», constate Melvin Josse, représentant de la plateforme «Engagement animaux 2022», qui regroupe une trentaine d'ONG de protection animale (SPA, Fondation Brigitte Bardot, CIWF, Welfarm...) associées pour faire valoir des demandes communes auprès des candidats. «Jusqu'à récemment, on ne pouvait pas vraiment différencier droite et gauche, puisque aucun camp ne s'engageait réellement, analyse-t-il. Or, pendant le quinquennat écoulé, une partie de la gauche, notamment La France insoumise (LFI) et Europe Écologie-Les Verts (EELV), s'est clairement positionnée pour la cause animale.»

A droite et à l'extrême droite, le sujet est défendu par quelques élus, mais suscite l'embarras. «Leurs appareils politiques ont du mal à se positionner, poursuit M. Josse, pris en tenaille entre un sujet qu'ils perçoivent comme important et la volonté de ne pas froisser des intérêts économiques ou une partie de leur électorat.»

Marine Le Pen consacre ainsi treize pages de son programme aux animaux dans un livret thématique spécifique, sans s'engager sur le terrain de la chasse et de l'élevage (hormis sur la question de l'abattage sans étourdissement, qu'elle souhaite interdire); Valérie Pécresse ou Eric Zemmour disent vouloir lutter contre les maltraitances et les abandons, mais ne remettent pas en cause les conditions d'élevage des animaux et défendent la chasse: une «tradition ancestrale (...) transmise de



père en fils, de mère en fille», a déclaré Valérie Pécresse devant la Fédération nationale des chasseurs, mardi 22 mars; un «art de vivre français» pour M. Zemmour, qui s'exprimait lors du même «grand oral». Ce dernier, qui ne cache pas son agacement face aux «activistes animalistes», souhaite maintenir la présence d'animaux sauvages dans les cirques, allant à l'encontre de la loi adoptée sur le sujet en novembre 2021.

## Position ambiguë de Macron

Le positionnement d'Emmanuel Macron reste par ailleurs difficile à saisir. La fin de son quinquennat a été marquée par plusieurs avancées – interdiction de la castration à vif des porcelets et du broyage des poussins, interdiction des spectacles de faune sauvage et de l'élevage d'animaux pour la fourrure... –, mais le gouvernement sortant a également pris des mesures favorables aux chasseurs (baisse du prix du permis de chasse et dérogations accordées à certaines chasses traditionnelles).

Son programme se contente d'appeler à un meilleur accueil des animaux abandonnés: une mesure peu ambitieuse, qui surprend

alors que sa majorité compte plusieurs élus très engagés sur cette question. «On doit faire des choix sur les grandes priorités de politique publique, explique Aurore Bergé, députée des Yvelines et présidente déléguée du groupe La République en marche (LRM) à l'Assemblée nationale. Mais d'ici à la fin de la campagne, toutes les thématiques, dont le bien-être animal, seront développées.»

Pour une partie de l'électorat, les engagements des candidats en la matière pourraient peser sur leur choix de vote. En 2019, lors des élections européennes, le Parti animaliste avait créé la surprise, en obtenant 2,2 % des voix. «La carte du vote animaliste aux européennes de 2019 ressemble à celle du vote pour le Rassemblement national, observe Jérôme Fourquet, directeur du département opinion de l'IFOP. C'est un vote périurbain avec une importance certaine dans le littoral varois et les Alpes-Maritimes. Le meilleur score de la liste est en Haute-Marne.» Un constat à rebours de l'image d'un vote des classes privilégiées des centres-villes.

La condition animale s'est aussi installée dans le débat public à

## Cette évolution tient aussi à un renouvellement militant de certains partis, qui comptent des élus plus jeunes, plus féminins

l' faveur d'un plaidoyer plus systématique des associations. À travers plusieurs initiatives récentes, elles ont mis en commun leurs revendications pour les porter auprès des politiques: demande d'un référendum d'initiative populaire pour les animaux (qui n'a pas abouti), ou initiative citoyenne européenne pour une interdiction des cages dans les élevages, qui a reçu un avis positif de la Commission européenne. «Des associations ont contribué à faire de cette question un enjeu politique, souligne M. Fourquet. Auparavant, cette question était très peu idéologisée.»

Cédric Villani, qui conseille sur la question le candidat écologiste

Yannick Jadot, abonde: «Les politiques ont suivi la prise de conscience citoyenne. Nous sommes dans un moment culturel où l'on redécouvre l'animal en tant que sujet. Le combat écologiste, c'est aussi le respect et la sauvegarde du vivant», avance-t-il. Anna Maillard, l'autre référente condition animale de M. Jadot, prône des «coalitions d'action avec les associations animalistes». Ce climat plus favorable à la cause animale tient aussi à un renouvellement militant de certains partis, qui comptent des élus plus jeunes, plus féminins et davantage issus de la société civile. Pour Aurore Bergé, cela explique la dichotomie existant sur le sujet entre «vieux» partis et formations plus récentes, comme LRM, EELV ou LFI. «Leurs militants ont souvent commencé dans des associations, leur engagement est profond», veut-elle croire.

Pas question, en revanche, pour LFI et EELV de se retrouver dans le même camp que LRM. «Deux candidats ont un programme qui tient la route sur la question: Yannick Jadot et Jean-Luc Mélenchon», fait valoir Cédric Villani. Bastien Lachaud, député de Seine-Saint-Denis, porte la défense des animaux

au sein de La France insoumise. Pour lui, c'est M. Mélenchon «le candidat animaliste». «Il en parlait déjà en 2017. On a défendu des propositions de lois, des amendements sur le sujet. Un livret thématique sera consacré à cette question», promet-il. Selon M. Lachaud, c'est une porte d'entrée dans l'engagement politique des plus jeunes, à l'image des marches pour le climat. «La jeunesse est plus ouverte qu'il y a dix ou quinze ans. On prend conscience de ce qui nous entoure. L'intérêt général humain est lié à la nature, donc aux animaux.»

## La «conciliation» de Le Pen

Cependant, la gauche n'a pas le monopole de la question animale. À l'extrême droite également cette question est mise en avant, avec, cependant, des particularités. «Cela a toujours été une problématique importante chez nous, cela répond à l'enracinement, à la ruralité», avance Jean-Philippe Tanguy, directeur adjoint de la campagne de Marine Le Pen. La candidate joue sur cette question pour renforcer sa stratégie dite de dédramatisation, se mettant en scène avec ses nombreux chats (elle-même a un diplôme d'éleveuse), et rappelle régulièrement la proximité de sa famille avec Brigitte Bardot.

Cependant, dans les faits, M<sup>me</sup> Le Pen prône une politique de «conciliation», ne voulant rien faire qui pourrait froisser son électoral traditionnel. Pour les lepénistes, aucune contradiction à cela. «On ne botte pas en touche, on veut trouver des solutions. On ne veut pas faire de cette question un sujet d'affrontement», poursuit encore M. Tanguy. «Quand on entend le RN vouloir seulement interdire l'abattage rituel sans une réflexion plus globale, on comprend que c'est la stigmatisation d'un culte», tacle, pour sa part, M. Villani.

Face aux craintes de récupération politique, les candidats sont attendus sur la sincérité de leurs promesses. «Il faut faire attention à ce que la condition animale ne serve pas juste d'attrape-voix», avertit l'ex-candidate du Parti animaliste, Hélène Thouy, qui ne donnera aucune consigne de vote. Les associations, elles, mettent en garde contre certaines opérations de communication. Récemment, Eric Zemmour a souhaité pouvoir visiter un refuge pour animaux, désormais un passage quasi obligé pour un politique en campagne. Refus de la Fondation Brigitte Bardot, qui a demandé au candidat d'extrême droite de d'abord s'engager sur des mesures concrètes. ■

MATHILDE GÉRARD ET ABEL MESTRE

## « Le prochain président fera plus pour la condition des animaux »

Pour la philosophe Corine Pelluchon, les programmes reflètent une remise en cause de la domination humaine sur le reste du vivant

### ENTRETIEN

La philosophe Corine Pelluchon, professeure à l'université Gustave-Eiffel et autrice de *Manifeste animaliste. Politiser la cause animale* (Alma éditeur, 2016, réédité chez Rivages poche en 2021), analyse la place accordée aux animaux dans la campagne présidentielle.

La quasi-totalité des candidats à l'élection présidentielle mentionnent la condition animale dans leur programme. Le sujet a-t-il acquis une légitimité politique ?

Oui, la population attend des réponses concrètes, une amélioration substantielle de la condition animale et cette question n'est plus périphérique. La première raison tient à ce que la

condition animale n'est pas seulement importante pour les animaux: elle a aussi une dimension stratégique, car la violence envers les animaux est le miroir d'un modèle de développement aberrant sur le plan environnemental, sanitaire et social. Le bien-être animal n'est pas séparable de la transition vers un modèle plus soutenable et plus juste. La deuxième raison est que l'attention au bien-être animal témoigne d'une révolution anthropologique dans la manière dont l'humain pense son rapport aux autres êtres sensibles. L'humain n'est pas comme les autres vivants, mais il n'est pas non plus extérieur à la nature. L'avenir, c'est de reconsidérer notre place dans la nature, et nos devoirs ou notre responsabilité à l'égard des autres vivants.

La condition animale a-t-elle une «couleur» politique ?

La cause animale est aussi la cause de l'humanité, et elle est universelle. De fait, certains partis s'en emparent davantage que d'autres, mais elle appartient à tous. Un consensus se forme sur plusieurs sujets, même si tout le monde n'a pas le même horizon.

Je trouve la campagne actuelle intéressante, avec des propositions de la part de plusieurs candidats. Est-ce qu'il y a de l'opportunité? Oui, et c'est normal dans une campagne présidentielle. Cependant, les politiques font partie de la société, qui, dans sa grande majorité, reconnaît que cette question est importante, et ils le comprennent. Je suis persuadée que le prochain président, quel qu'il soit, fera plus de choses pour la condition animale.

Certains sujets, comme la chasse ou l'élevage, restent très clivants...

Pour mettre fin aux cages ou à l'élevage intensif, il faut remettre en cause des structures économiques en place. Il est vrai que la critique du capitalisme est plus facilement portée par la gauche que par la droite, mais presque tous admettent que le modèle actuel de production est problématique. Quant à la chasse à courre et à la corrida, on touche à des représentations de la virilité et à une image de la puissance de l'humain sur la nature qui construisent l'identité de certains groupes. D'où les résistances. Cependant, on ne peut pas défendre l'empathie et le «care» [souci de l'autre] et tolérer le spectacle d'animaux suppliciés.

Notre rapport aux animaux met en question nos schémas de domi-

nation. C'est cela qui est en jeu, comme dans d'autres combats – l'écologie ou le féminisme –, ce qui ne veut pas dire qu'il faille les confondre: chaque combat a son autonomie, mais leur point commun est la dénonciation de la domination des autres, notamment du corps des autres.

Les défenseurs de certaines pratiques de chasse ou de gavage invoquent souvent l'argument de la tradition...

Les traditions sont marquées par ce qui nous a été enseigné depuis des siècles – l'humain domine la nature –, et ces représentations socialement construites épousent aussi les hiérarchies sociales. Certains se cramponnent à ces repères identitaires, mais il y a bien des traditions que nous sommes contents d'avoir supprimées. Com-

ment y arrive-t-on? L'abolition de la peine de mort a nécessité du courage, et elle s'inscrivait dans un progrès moral. La suppression de certaines pratiques cruelles pour les animaux doit être portée à l'agenda politique. Il ne faut pas pour autant mépriser ceux pour qui ces pratiques ont un sens.

L'écologie bouscule notre rapport nature-culture, tout comme le féminisme remet en question bien des schémas. Je crois au progrès: le progrès, dans le passé, cela a été les droits de l'homme et l'égalité hommes-femmes. La prise en compte des intérêts des animaux, c'est la prochaine étape. Cela ne veut pas dire qu'on va tous devenir végétariens, mais que l'amélioration substantielle de la condition animale est un enjeu moral, politique et civilisationnel. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR MA. G.